

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Date : 30 juillet 2020, 12 h 30
À : fitz-morris, James (SPAC/PSPC)
Cc: Bryan Blom; James Stott; Jean-François Létourneau; Lucie Brosseau; Martine Skelton; Me'Shel Gulliver Bélanger; Rachel Lagacé; Sara Lacasse; Vivianne Soubhie; Media
Objet : Pour approbation par le CM - Réponse aux médias révisée - Niveau 1 / COVID-19 - Contrat avec Amazon pour la distribution d'équipement de protection individuelle / iPolitics

Bonjour James,

Je soumetts de nouveau cette demande une dernière fois à l'approbation du CM. Des révisions ont été apportées (**en rouge**) à la réponse proposée, mais nous sommes revenus sur les révisions au dernier paragraphe. Le libellé en question est celui d'Amazon. Amazon l'a demandé et l'utilise dans sa déclaration pour répondre aux médias. Amazon tient absolument à ce que nous conservions l'information telle quelle dans le dernier paragraphe.

Charles.

Réponse révisée aux médias iPolitics

Lim, Jolson (iPolitics)

Date de réception de l'appel : le 24 juillet 2020 à 12 h 20

Date limite : le 24 juillet 2020 à 15 h 30

Palier 1 - COVID-19 - Contrat Amazon pour la distribution d'équipement de protection individuelle

CONTEXTE (à titre d'information) :

Le journaliste fait le suivi de certains points soulevés par M. Bill Matthews devant le Comité OGGO le 23 juillet au sujet du contrat d'Amazon pour la distribution d'équipement de protection individuelle.

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Q1. M. Matthews a dit qu'il n'y avait « aucune activité » en ce qui concerne le contrat. Amazon a-t-il fait des livraisons jusqu'à maintenant? Il a aussi dit qu'Amazon avait reçu 200 000 \$ pour l'accord. À quoi correspondait ce montant? M. Matthews a dit que « la première partie du contrat était sans profit », alors j'espère obtenir des précisions à ce sujet. Quelle est la durée du contrat? Autrement dit, pendant combien de temps Amazon peut-il fournir des services en vertu de cet accord? Étant donné que les provinces préféreraient l'expédition aux emplacements centralisés, quelles sont les entités chargées de livrer l'ÉPI à ces emplacements?

Le 1er avril 2020, le gouvernement du Canada a signé un contrat avec Amazon pour l'accès à sa technologie et à ses services, permettant à de nombreux établissements de santé provinciaux et territoriaux de commander de l'équipement de protection individuelle (**EPI**) directement auprès de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC).

Le contrat avec Amazon a créé une vitrine privée dans le magasin Amazon Business qui permettait aux fournisseurs de soins de santé autorisés de commander des fournitures directement auprès de l'Agence de la santé publique du Canada. L'Agence de la santé publique du Canada était responsable

de l'importation, de la réception et de la manutention de l'équipement de protection individuelle avant que les commandes ne soient passées. Au total, 12,5 millions d'**articles d'équipement de protection individuelle ont été livrés partout au Canada en vertu de cet accord. Amazon a fourni ses services au prix coûtant, sans profit. La majeure partie des coûts a concerné la distribution par Postes Canada et Purolator.**

Depuis la signature du contrat, le gouvernement du Canada a considérablement augmenté le volume de fournitures achetées, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Les provinces et les territoires ont également demandé une distribution plus centralisée de l'équipement de protection individuelle, tandis que l'Agence de la santé publique du Canada distribue des fournitures directement à un ou deux endroits précis dans chaque province et territoire plutôt que d'attendre les commandes des provinces et des territoires. Par conséquent, les besoins de l'Agence de la santé publique du Canada ont évolué et l'Agence a maintenant besoin d'un réseau de logistique, de stockage et de distribution de bout en bout à plus long terme.

Ce travail va bien au-delà de ce qui est couvert par le contrat d'Amazon. Amazon n'est actuellement pas en mesure de gérer l'importation, la réception et la manutention de l'équipement de protection individuelle avant l'exécution de la commande, le gouvernement du Canada et Amazon sont convenus de suspendre le contrat. Bien que le contrat précise que le gouvernement du Canada peut immédiatement mettre fin au contrat en envoyant un avis à Amazon, le contrat peut également continuer sans activité ni coût jusqu'à la date d'expiration prévue, soit le 31 mars 2021.